



□

□□

□□□□□□□□

□□

Olympiades d'Economie Générale & Statistique 2010	2^{ème} année Sciences Economiques Epreuve de la 2^{ème} étape Samedi : 22 Mai 2010 (9H-12H)
--	---

Corrigé indicatif

Dossier I : Conjoncture : la reprise est-elle de retour ? (15 points)

1- Puisque la crise économique mondiale actuelle a touché les pays émergents par voie du commerce extérieur (choc externe), l'amélioration de la demande externe (augmentation des exportations) a permis le retour de la croissance et de l'emploi à des taux proches de ceux observés avant la crise. Ainsi, la production industrielle (schéma du document 2) renoue avec la croissance après une chute observable en 2009.

Alors que la croissance dans les pays avancés reste faible et fragile en raison de la contraction de la demande intérieure et l'ampleur des déficits publics. La reprise production industrielle reste très timide après la chute de 2009 et reste largement au dessous de la performance réalisée par les pays émergents. (1,5 pts)

2- Selon le FMI, le commerce mondial diminuera de 6 % en 2010 par rapport à 2009. (0,5 pt)

3- Les indicateurs de la reprise économique prévue pour l'année 2010 : (1 pt)

- **Le taux de croissance :**

Le taux de croissance passera de -2,5 % en 2009 à + 2,5 % en 2010 aux Etats-Unis, et dans la zone Euro de -0,4 % à + 0,9 %.

- **La consommation des ménages :**

La consommation des ménages est passée de -0,6 % en 2009 à +1,3 % en 2010 aux Etats-Unis et de -1% à +0,2% en Europe.

- **L'inflation :**

En Europe, elle est passée de + 0,2 % en 2009 à + 0,9 % en 2010.

- **Le commerce mondial :**

Il augmentera de 6 % en 2010 par rapport à 2009,

- **Le prix du pétrole :**

L'augmentation de la demande mondiale a augmenté le prix du pétrole, il sera de 80 \$/baril en Moyenne trimestrielle en 2010.

4- La reprise du commerce mondial, en particulier la demande étrangère adressée au Maroc, observée dans le principal partenaire commercial (l'Europe) a impacté positivement la croissance des activités non agricoles en grande partie destinées à l'exportation.

De même que les transferts des MRE, les recettes de voyages, ... ont connu une augmentation en raison de l'amélioration des revenus des pays victimes de la crise mondiale. (1 pt)

5- Les mesures qui ont favorisé la reprise au niveau mondial : (1 pt)

- **La politique budgétaire de relance** : face à la montée du chômage, la récession et la faiblesse de la demande privée, les Etats ont voulu soutenir l'activité par des dépenses en particulier d'investissement qui peuvent avoir un effet multiplicateur sur la croissance.

- **La politique monétaire de relance** : face au déficit de liquidités des banques, les banques centrales ont maintenu leur taux directeur un niveau bas pour relancer la demande de crédit et par conséquent l'investissement et l'emploi.

- **L'amélioration de la confiance des entreprises et des ménages** qui poussent les premiers à investir et les seconds à consommer.

6- La gravité de la crise (contraction de l'activité, chômage et déflation) oblige les Etats à augmenter leurs dépenses pour compenser le recul de la demande privée même au prix des déficits budgétaires excessifs et dépassant même la thèse classique de l'importance de l'équilibre budgétaire. (1 pt)

7- Selon les prévisions de 2010, le déficit budgétaire de la Grèce représentera 8,7% du PIB. (0,5 pt)

8- Les conséquences de la crise sur les économies européennes : (1,5 pts)

- Déficit budgétaires excessifs dépassant le plafond du Pacte de Stabilité et de Croissance ;
- L'augmentation de la dette publique,
-

9- a) (1 pt)

Emplois = Ressources

$$\text{PIB} + \text{M} = \text{CFN} + \text{FBCF} + \text{Var de Stock} + \text{X}$$

$$\text{Taux d'investissement} = (\text{FBCF}/\text{PIB}) \times 100$$

$$0,3308 = \text{FBCF}/688\ 843$$

$$\text{FBCF} = 227\ 870 \text{ MDH}$$

$$688\ 843 + 346\ 119 = 531\ 928 + 227\ 870 + 22\ 328 + 252\ 804$$

$$\text{Exportations nettes} = \text{X} - \text{M}$$

$$-93\ 315 = \text{X} - 346\ 119$$

$$\text{X} = 252\ 804 \text{ MDH}$$

b) **PIB (selon l'optique Production) = CFN + FBCF + Var de Stock + X - M (0,5 pt)**

c) **+ 12,6** : l'augmentation des dépenses de consommation incitent les entreprises à investir et à produire ;

+ 66,1 : l'augmentation du déficit commercial montre que le rythme d'augmentation des exportations est faible, c'est-à-dire que les entreprises exportatrices vont produire au dessous de leur capacité, donc pénalise la croissance.

33,08 % : l'augmentation de l'investissement entraîne une augmentation de la production et de l'emploi.

+ 25,2 : l'augmentation des importations exerce une pression sur les produits nationaux ce qui limitent la production des entreprises nationales. En d'autres termes, l'importation des biens d'équipement soutient la croissance dans la mesure où les entreprises investissent pour améliorer leur productivité ou satisfaire la croissance de la demande. (1 pt)

10- a) (1 pt)

	Solde ordinaire prévu	Solde ordinaire réalisé
Recettes ordinaires	158 106	201 054
Dépenses ordinaires	136 455	124 367
Solde	+ 21 651	+ 76 687

b) Taux de réalisation : (1 pt)

	Taux de réalisation en %
Recettes ordinaires	127
Dépenses de fonctionnement	102
Dépenses d'investissement	199
Dépenses de la dette (intérêts)	57

c) la structure des dépenses réalisées (autres que le principal de la dette) (1 pt)

	%
Dépenses de fonctionnement	65,3
Dépenses d'investissement	23,5
Dépenses de la dette (intérêts)	11,2
Total	100

11-

Le budget de l'Etat dégage un solde positif (excédent ordinaire ou épargne publique) en 2008. L'excédent réalisé est largement supérieur à celui prévu, c'est-à-dire que l'Etat dégage suffisamment de ressources destinées à financer l'investissement public.

Les réalisations dépassent largement les prévisions surtout pour les recettes ordinaires et les dépenses d'investissement. Ainsi, l'Etat a prélevé des impôts plus que prévu (principale recette) ce qui a amélioré son solde ordinaire, mais pénalise la consommation et l'investissement (pression fiscale élevée). Les dépenses d'investissement réalisées sont presque le double de celles prévues, ce qu'est favorable au développement économique et social du pays.

Les dépenses de fonctionnement continuent aborder une grande partie des recettes de l'Etat (65% des dépenses hors dépenses en principal de la dette).

Les caractéristiques du BGE :

- Importance du déficit budgétaire, malgré les excédents exceptionnels de 2007 et 2008 ;
- Prédominance des recettes fiscales ;
- Prédominance des dépenses de fonctionnement ;
- Marginalisation des dépenses d'investissement,.... (1,5 pts)

Dossier II : L'ouverture de l'économie, facteur développement ? (20 points)**12- Appréciation du commerce extérieur marocain :**

- * Problème de compétitivité de l'offre exportable, conséquence : détérioration du solde des transactions courantes ;
- * Déficit commercial en aggravation continue (+37 % en 2007, + 25 % en 2008) ;
- * Augmentation rapide des importations, en particulier les produits stratégiques : l'énergie, les biens d'équipement et les produits de consommation;
- * Taux de couverture en diminution d'une année à une autre, il est passé de 55,7 % en 2004 à 47,8 % en 2008, soit une perte de 8 points en 4ans ;
- * Augmentation du taux d'ouverture, il est passé de 48,7 % en 2004 à 69,9 % en 2008, soit un gain d'environ 21 points ;
- * Manque de diversification géographique ;
- * L'offre exportable est peu diversifiée ;
- * La production agricole est dépendante des conditions climatiques ; (2 pts)

13- Les mesures :*** A court terme :**

- Diversification des marchés ;
- Augmenter la valeur ajoutée des exportations surtout des produits primaires ;
- Amélioration de la logistique à l'export et simplification des procédures administratives ;
- Dynamiser la diplomatie économie et les accords de libre-échange;

- Création de consortiums d'exportation ;.....

*** A long et moyen terme :**

- Continuer les réformes d'ordre économique, social, administratif visant l'amélioration du climat des affaires et la bonne gouvernance ;

- Faire des stratégies sectoriels (tourisme, agriculture, pêche, industrie,...) des opportunités à exploiter pour l'amélioration des échanges extérieurs marocains ;... **(1,5 pt)**

14- Les importations des biens d'équipement en % du PIB connaissant depuis 2004 une augmentation régulière, passant de 6,9 % en 2004 à 10,4 % en 2008. Cette augmentation montre la dynamique d'investissement que connaît le Maroc (les grands chantiers) ce qui permettra le développement économique et social.

Toutefois, l'augmentation des importations des biens d'équipement aggrave de déficit commercial et accentue la dépendance du pays au niveau technologique. **(1 pt)**

15- Les facteurs explicatifs d'une évolution normale des importations :

- Satisfaction des besoins grandissants en produits énergétiques, biens d'équipement,...

- Faire face à une demande en intrants des secteurs restructurant de l'économie nationale : tourisme, émergence,...**(1 pt)**

16- Les effets de la dépréciation de l'Euro sur :

* la balance commerciale : Les exportations sont pénalisées (1^{ère} destination) et la valeur des importations sera en diminution..... **(1 pt)**

*La balance des invisibles : Baisse de recette de voyages, des transferts des MRE,..... **(0,5 pt)**

17- a)

$$a = - 112,3 / 268,7 = - 0,4 \quad b = 51,7 - (- 0,4 \times 58,3) = 75$$

$$\text{Donc } y = - 0,4 x + 75 \quad \text{(1 pt)}$$

b) a est négatif, cela signifie que la relation entre le taux de couverture et le taux d'ouverture est négatif. Autrement dit au fur et à mesure que le taux d'ouverture augmente, le taux de couverture diminue. Ainsi, l'ouverture de l'économie nationale profite beaucoup aux importations qu'aux exportations. **(1,5 pt)**

18- (1 pt)

a) la contribution de l'agriculture à l'économie nationale :

- L'agriculture représente 15 à 20 % du PIB national ;

- Source d'emplois (3 à 4 millions de ruraux travaillant dans le secteur agricole et 60 à 100.000 emplois dans l'agroalimentaire) ;

- Contribution décisive aux grands équilibres macroéconomiques et à la balance commerciale du pays.

b) Les faiblesses de l'agriculture marocaine : (1 pt)

- La dépendance de la VA agricole de la pluviométrie ;

- 70% des exploitants marocains ont une surface inférieure à 2,1 hectares (parcellisation des terres) ;

- déficit hydrique à court et moyen terme, ...

- Faible revenu agricole,...

19- Les principales actions de la stratégie agricole marocaine : (1,5 pt)

- Développement une agriculture performante, adaptée aux règles du marché ;

- Mobilisation des ressources financières pour la modernisation de l'agriculture marocaine ;

- Faire de l'agriculture un moyen de lutte contre la pauvreté rurale ;

- Regroupement des terres autrefois parcellisées : concept de l'agrégation ;

-

20- Les actions de la stratégie agricole marocaine sont importantes. Le Maroc dispose d'une visibilité, a fait des choix stratégiques et mobilise les ressources financières nécessaires.... Mis les défis sont aussi de grande taille : la sécurité

alimentaire, l'amélioration du rendement et de la compétitivité. Difficulté d'application de certains axes tels que l'agrégation des terres, l'amélioration des revenus des petits agriculteurs,... (1,5 pt)

21- Coté exportations : La part de l'Afrique dans le total des exportations mondiales a gagné 1,5 points entre 2000 et 2008 en passant de 2 % à 3,5 %. De même pour la part du moyen orient qui a plus que doublée en passant de 3 % en 2000 à 6,5 % en 2008. Tandis que la part de l'Amérique latine a régressé en passant de 7 % en 2000 à 3,8 % en 2008. Au total la part des pays du sud (autres que l'Asie) ne représente dans les exportations mondiales que 12 % en 2000 et 13,8 % en 2008.

- **Coté importations :** la part des Moyen orient dans les importations mondiales a progressé de 1,6 points entre 2000 et 2009 en passant de 2 % à 3,6 %. Alors que celles de l'Afrique et l'Amérique Latine ont connu des diminutions entre les deux dates. 2,9 % en 2008 contre 3 % en 2000 pour l'Afrique et 3,7 % en 2008 contre 8 % en 2000 pour l'Amérique latine. (1 pt)

22- La faible contribution des PED dans le commerce mondial constitue un facteur de blocage pour les politiques de développement (agricoles, industrielles,... dans ces pays dans la mesure où ses politiques sont principalement conçues pour satisfaire des besoins des pays du Nord. Ainsi, la faible compétitivité de leurs produits handicape la capacité de ces pays à rentabiliser leurs investissements et par conséquent la contribution des stratégies de développement à la croissance économiques des PED et leur développement économique et social. (1,5 pts)

23- * Explosion démographique (taux de natalité élevé) : indicateur démographique ou humain.

* **Faible revenu :** indicateur économique ;

* **Pauvreté :** indicateur social (0,5 pt)

24- La nouvelle division internationale du travail peut être un facteur de rapprochement entre certains pays du sud et les pays du nord et un facteur d'inégalités pour d'autres. Ainsi, les pays émergents et les pays de l'Asie ont beaucoup profité de la vague des délocalisations et la sous-traitance internationale, leur part dans le commerce mondiale a augmenté, le revenu par tête s'est amélioré, les produits manufacturés dominent leur exportations,.... Tandis que d'autres pays du Sud, en particulier l'Afrique, restent encore marginalisés. Ils continuent à se spécialiser dans les produits primaires, faible taux d'investissement industriel,... (1,5 pts)

25- C'est la théorie de A- Emmanuel (théorie de l'échange inégal) : les pays du Nord se spécialisent dans des activités immatériels, technologiques à très forte valeur ajoutée ; alors que les pays du Sud s'occupent des activités agricoles, minières et de transformation. Ainsi, le commerce international va toujours se faire au détriment des pays du Sud surtout qu'on assiste aujourd'hui à une migration de la Valeur vers les activités immatériels dominées par les pays du Nord. (1 pt)

Synthèse : (5 points)

Accroche : La mondialisation avait pour but d'apporter aux PED (Pays En Développement) des améliorations dans le cadre de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, du logement ou encore dans le cadre des infrastructures de base. Elle s'est révélée efficace dans une grande partie du monde notamment en Chine et en Inde où il y a eu une grande croissance économique et une réduction de la pauvreté....

Définition des termes du sujet :

La politique d'ouverture internationale désigne la volonté de multiplier les échanges économiques de toutes sortes et/ou de réduire les obstacles à cette multiplication. Le libre-échange est la forme libérale de cette volonté.

Le degré d'ouverture internationale est un fait que l'on mesure, notamment en matière commerciale (importations et exportations de biens). On peut recourir à d'autres indicateurs de ce type pour évaluer aussi l'importance relative des flux transfrontières de capitaux par exemple...

Le développement économique peut être défini comme l'ensemble des transformations d'ordre économique, social, culturel, démographique qui accompagnent la croissance de la production dans un pays.

Problématique : l'ouverture des économies est-elle profitable à tous les pays du Sud ? ou Comment l'ouverture des économies peut-elle être un facteur de développement pour les pays du Sud ?

1- Ouverture commerciale, facteur de développement pour certains pays du Sud

- Certains pays du sud notamment l'Inde, la Chine et l'ensemble des pays de l'Est et du Sud asiatiques qui ont enregistré une amélioration spectaculaire de leur niveau de vie. Si on regarde les échanges mondiaux entre les pays, on remarque que les PED exportent vers les pôles de décisions des produits manufacturés à haute intensité de main d'œuvre. Grâce à ces exportations, les pays en développement offrent donc de l'emploi, atout majeur de la mondialisation.....

- Certaines régions du globe ont effectivement su profiter de cette ouverture économique basée sur l'économie du marché, le libéralisme et la démocratie. La Chine ou l'Inde ont connu une croissance économique accélérée depuis peu et leur niveau de vie a augmenté. C'est le cas aussi du Brésil et du Mexique qui sont qualifiés d'économies puissantes en expansion. Le niveau et la durée de vie ont connu une amélioration spectaculaire dans des pays de l'Est et du Sud asiatiques par exemple. Ainsi, ce sont des milliards d'humains qui bénéficient de meilleures conditions de vie. La mondialisation a conduit à une réduction de la pauvreté dans la majeure partie du monde, notamment grâce aux possibilités d'exportation qu'ont maintenant les pays en développement. A l'échelle des échanges commerciaux mondiaux, ce sont des milliers de produits manufacturés à haute intensité de main d'œuvre qui sont exportés vers les pays riches et industrialisés. Ce sont donc des emplois qui sont offerts aux populations des PED.

2- Ouverture commerciale, source d'inégalités

Certains pays notamment de l'Afrique n'ont pas profité de ce mouvement de libéralisation des échanges. Il souffre de beaucoup de blocages :

- Spécialisation dans les produits primaires à faible valeur ajoutée ;
- Dégradation des termes de l'échange ;
- Faible compétitivité des exportations ;
- Forte concurrence des produits étrangers,....

Tous ces freins handicapent la croissance et par conséquent le développement économique et sociales de ses pays et renforcent les inégalités entre le Nord et le Sud.

Conclusion :

Si l'ouverture est bénéfique pour certains pays comme la chine, l'Inde, le Brésil... d'autres pays notamment africains restent marginalisés...

Ces derniers ont besoin, aujourd'hui, de réformes profondes basées sur de nouveaux modes de gouvernance économique et politique.